CHOCOLAT :

MENSONGES SOUS EMBALLAGE

par Etelle Higonnet,
Glenn Hurowitz,
Abdul Tejan Cole,
Alex Armstrong,
and Liviya James

MIGHTY EARTH

Découverte de cacao illégal dans la forêt classée de Cavally, avec un garde forestier

GREENWASHING

L'industrie cacaoyère et les pays producteurs tiendront-ils leurs promesses de sauver les forêts?

L'an dernier, les plus grandes entreprises du secteur du chocolat et du cacao se sont engagées aux côtés de la Côte d'Ivoire et du Ghana, les deux premiers pays producteurs de cacao, pour transformer la filière en mettant fin à la déforestation dans le secteur du cacao, et pour rendre ce dernier respectueux des droits humains.

L'urgence de cet engagement s'imposait. Comme Mighty Earth l'a relaté dans son rapport « La déforestation amère du chocolat », http://www.mightyearth.org/chocolatesdarksecret/ la Côte d'Ivoire et le Ghana ont perdu près de 90 pour cent de leurs forêts depuis l'indépendance, menaçant d'extinction des espèces comme les éléphants de forêt et les chimpanzés. La déforestation pour le cacao au Ghana a été si importante que le pays pourrait perdre toutes ses forêts situées hors des aires protégées. De grandes marques de chocolat comme Ferrero Rocher, Mars et Cadbury se sont fournies en Côte d'Ivoire auprès de négociants irresponsables comme Cargill qui ont eux-mêmes acheté du cacao cultivé dans des parcs nationaux et des zones protégées, à hauteur de 40 pour cent. Le salaire moyen des cultivateurs de cacao s'élevait en moyenne à moins d'un dollar par jour. La majorité de ce cacao était cultivée en monoculture, en plein soleil, avec une utilisation massive de pesticides, aggravant ainsi des problèmes environnementaux déjà considérables.

Le secteur du chocolat a promis en novembre 2017 un futur plus durable, pour que les gourmets puissent enfin savourer leur friandise préférée sans poids sur la conscience. Mighty Earth avait alors salué les engagements pris par ces sociétés et les pays producteurs comme une des meilleures initiatives du secteur privé en matière de protection de l'environnement. À l'approche de ce premier anniversaire, nous avons déployé un arsenal de satellites et de drones, et des équipes sur le terrain pour vérifier comment (et si) ces engagements ont été mis en pratique.

Hélas, nous avons constaté que malgré ces promesses, la destruction des forêts d'Afrique de l'Ouest pour la culture du cacao se poursuit, et que ces grandes entreprises tout comme les gouvernements de

Acheteur tenant des fèves de cacao, dans un entrepôt ivoirien à Guiglo

GREENWASHING

Côte d'Ivoire et du Ghana sont responsables de cette destruction incessante, et pourtant évitable. Nous avons découvert un grand nombre de nouveaux « points chauds » de déforestation. En effet, rien que pour la région sud-ouest de la Côte d'Ivoire, le centre de production du cacao, la déforestation en 2018 s'élève à ce jour à 13 748 ha, soit la surface de 15 000 terrains de football. Ce chiffre est légèrement inférieur aux 21 000 terrains de football enregistrés pour 2017 et supérieur aux 13 000 terrains de football de forêt perdus en 2016.

Si certaines entreprises et autorités locales ont pris des mesures pour limiter la déforestation, et si quelques zones ont connu des améliorations, nous avons néanmoins constaté que les cultivateurs qui déboisaient pour cultiver du cacao pouvaient vendre ouvertement leur marchandise sans craindre de représailles. Les agriculteurs que nous avons surpris en train de se livrer au défrichage nous ont dit qu'ils ne s'étaient exposés à aucune sanction ou interruption de la chaîne d'approvisionnement, ni même à des avertissements de la part des acheteurs de Cargill et d'autres entreprises.

Les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana ont clairement échoué à mettre un frein à la déforestation en cours et le secteur, malgré des engagements publics, continue à s'approvisionner en cacao auprès de fournisseurs impliqués dans des actes de déforestation.

Le secteur du cacao et les gouvernements doivent s'attaquer immédiatement à ce décalage inacceptable entre leurs engagements et leur mise en œuvre. Ils devraient accélérer la mise en place d'une surveillance conjointe sérieuse, parallèlement aux efforts de la société civile, et ce avant la prochaine « saison à risque » de déforestation. Cette saison à risque, pendant laquelle la déforestation atteint chaque année son point culminant, s'étend de janvier à avril. Ça se passe près de chez nous. Nous devons agir dès maintenant.

BONNE NOUVELLE : LA PRODUCTION DE CACAO ÉVOLUE VERS DES ENGAGEMENTS « ZÉRO DÉFORESTATION »

Depuis novembre 2017, la plupart des grands chocolatiers et négociants de cacao se sont engagés à mener une politique zéro déforestation en Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'Initiative Cacao et Forêts (ICF). En 2018, plus de trente sociétés signataires de l'ICF ont élaboré leurs propres plans d'action au sein de l'initiative pour faire connaître leurs investissements et leurs mesures visant à respecter les engagements de l'ICF. Ils publieront leur plan d'action avant février 2019.

Des entreprises courageuses ont même étendu leurs engagements au niveau mondial. Aujourd'hui, plus de la moitié du cacao et du chocolat dans le monde sont commercialisés et vendus dans le cadre d'engagements zéro déforestation. Même si des lambins comme Cadbury, SucDen et Touton traînent des pieds, des entreprises progressistes comme Lindt, Hershey's, Nestlé et Barry Callebaut ont mis en œuvre une politique mondiale anti-déforestation pour tout leur cacao. Alors que nous écrivons ce rapport, de grands chocolatiers comme Mars et Ferrero Rocher affirment être en train de rédiger leurs politiques mondiales zéro déforestation pour leur cacao, bien qu'ils ne l'aient pas encore fait.

De nombreuses entreprises, dont Hershey's et Ecom, pilotent des projets de droit sur la propriété des arbres pour encourager les agriculteurs à planter des arbres au Ghana. Plus encourageant encore, un nombre croissant d'entreprises comme Lindt, Cemoi, Godiva et Hershey's, s'engagent à rejoindre les rangs des premiers de la classe comme Halba en remplaçant dans leur chaîne d'approvisionnement le cacao issu de monocultures destructrices en plein soleil par du cacao écologique cultivé sous couvert forestier, même si Cadbury et

(continue sur la prochaine page)

BONNE NOUVELLE : LA PRODUCTION DE CACAO ÉVOLUE VERS DES ENGAGEMENTS « ZÉRO DÉFORESTATION »

quelques autres refusent encore de changer leurs pratiques. La culture en plein soleil, en empêchant d'autres espèces de pousser, génère des friches de biodiversité — un désert alimentaire pour les oiseaux, les chauves-souris, les abeilles et d'autres animaux. En revanche, l'agroforesterie sous ombrage présente de nombreux avantages comparables à ceux d'une forêt naturelle.

Pour la première fois, des chaînes de supermarchés comme Tesco, Marks & Spencer et Sainsbury, ont lancé une initiative à l'échelle de tout le secteur pour mettre fin à la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du chocolat, et pour s'attaquer à des questions plus larges de développement durable et de droits humains. Étant donné qu'au sein de la chaîne d'approvisionnement du cacao la grande distribution perçoit une large part des bénéfices, il est encourageant de voir enfin ces acteurs s'engager et assumer leurs responsabilités pour résoudre ces problèmes de taille.

Les réformes du secteur ont été accompagnées d'améliorations au niveau des gouvernements : en un an, les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Ghana ont fait de grands progrès. Grâce aux structures de gouvernance multipartites dirigées par le Ministère des Terres et des Ressources naturelles (MLNR Ghana) et le MINEF (Côte d'Ivoire), les deux gouvernements ont élaboré puis approuvé en juin/juillet 2018 leurs plans nationaux de mise en œuvre de l'ICF. Ces derniers définissent les principales mesures à prendre pour lutter contre la déforestation. Le MINEF ivoirien est en train de finaliser un nouveau Code forestier et des directives pour promouvoir l'agroforesterie du cacao au bénéfice de l'environnement et des agriculteurs. Le gouvernement du Ghana élabore également des recommandations techniques pour promouvoir l'agroforesterie du cacao.

En dehors de l'Afrique de l'Ouest, les pays producteurs de cacao ont également réagi positivement aux réformes du secteur. Cet été, la Colombie est devenue le premier pays d'Amérique latine à adopter un plan national zéro déforestation pour le cacao dans son propre cadre d'action. Au Brésil, au Bélize, en Bolivie, au Cameroun et au Libéria, les gouvernements, la société civile et les entreprises ont amorcé des discussions pour créer des systèmes semblables pour leurs nations respectives. Ceci pose les bases d'une protection plus solide à l'échelle mondiale.

Les consommateurs de chocolat sont aussi montés d'un ton. Au sein de l'Union européenne, les parlementaires et la société civile commencent à faire pression en faveur d'une loi européenne contraignante de diligence raisonnable pour le cacao. Le député américain Eliot Engel, défenseur de longue date d'un cacao durable, a aussi pris des mesures pour faire face aux défis environnementaux et sociaux du cacao.

Fèves de cacao fraîches récoltées sur une plantation illégale dans Cavally

Des hommes chargeant du cacao dans des sacs, dans une coopérative à Guiglo

RAPPORT D'ÉTAPE AU GHANA

Pour évaluer l'impact de l'Initiative Cacao et Forêts (ICF), nous avons mené des analyses de télédétection dans les parcs nationaux et d'autres aires protégées dans les régions productrices de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. Bien que notre enquête sur le terrain n'ait porté que sur la Côte d'Ivoire, nous avons entrepris des travaux de cartographie par satellite et organisé des rencontres pour les deux pays.

Il ressort de nos entretiens au Ghana que l'ensemble des habitants, des cultivateurs de cacao aux rois traditionnels en passant par les hauts fonctionnaires d'État et la société civile, semble d'accord pour mettre fin à la déforestation du cacao et pour restaurer les ressources naturelles du pays. L'Initiative Cacao et Forêts fait l'objet d'une réelle fierté.

Le Ghana a adopté un certain nombre de mesures positives comme le projet de refonte de la loi sur la propriété des arbres, et l'allocation de fonds pour surveiller la déforestation liée au cacao. De plus, l'organisme public qui gère la filière cacao ghanéenne (Cocobod), est en train de renoncer à ses recommandations en faveur des monocultures en plein soleil, néfastes pour l'environnement, pour se tourner vers un agroforesterie plus durable du cacao cultivé sous couvert forestier.

Malgré ces mesures et le fort soutien national pour la conservation et la restauration des habitats naturels, nous avons constaté, grâce aux images satellites, que la déforestation se poursuivait au Ghana, vraisemblablement pour le cacao. Dans les réserves forestières de Tinte Bepo, [note de bas de page : liste de la faune de cette réserve ici : https://www.fcghana.org/userfiles/files/FSD%20MAN%20PLANS/TINTE%20BEPO%20Forest%20Reserve%20Management%20Plan%20 (2).pdf], Tonton et Tano Ofin, par exemple, nous avons relevé de nouveaux défrichages vraisemblablement liés, pour la plupart des cas, au cacao (bien que toutes les terres récemment défrichées n'aient pas encore été plantées). L'extension de Tano Ofin a perdu 124 ha de forêt, Tinte Bepo 23 ha et la réserve Tonton, 18 ha.

Parce que le cacao du Ghana transite par le Cocobod, le cacao cultivé dans ces zones déboisées est susceptible d'être acheminé vers d'importants négociants de cacao comme Produce Buying Company (PBC) et Olam, à moins qu'il ne soit immédiatement restauré.

Il apparaît évident que malgré d'importants progrès et des améliorations relativement solides de sa gouvernance, le Ghana doit redoubler d'efforts pour garantir que ses aires protégées sont effectivement protégées, que la déforestation cesse hors des aires protégées et pour reconvertir de vastes zones de son paysage en forêts.

Réserves forestières du Ghana
Exemple 1

Alertes à la déforestation à Tano Ofin au Ghana depuis que le secteur du chocolat a annoncé mettre fin sans retard à ce type de déforestation.

1. Les listes de la faune dans cette réserve ici:
https://www.fcghana.org/userfiles/files/FSD%20MAN%20PLANS/TINTE%20BEPO%20Forest%20Reserve%20Management%20Plan%20(2).pdf

Réserves forestières du Ghana
Exemple 2

Tinte Bepo

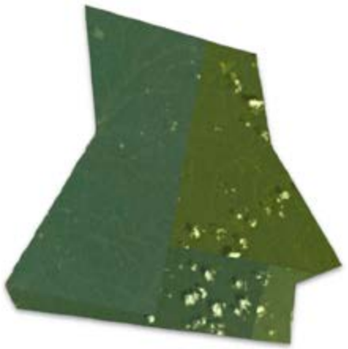
Tinte Bepo
February 2018

Tinte Bepo
novembre 2018 = 23 hectares

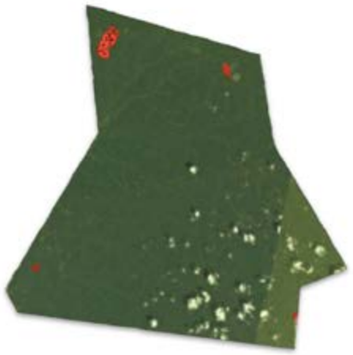
Alertes à la déforestation dans la réserve forestière de Tinte Bepo entre février et novembre 2018. (la couverture nuageuse n'a pas permis à nos satellites d'établir une comparaison avec les données obtenues en novembre 2017)

Réserves forestières du Ghana
Exemple 3

Réserve Tonton



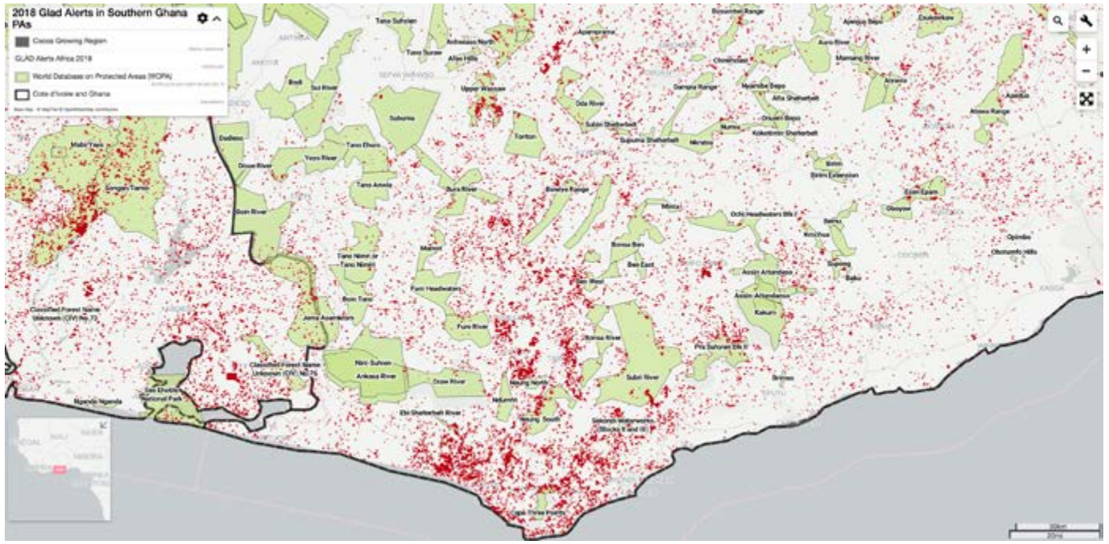
Réserve Tonton
April 2018



Réserve Tonton
novembre 2018 = 18 hectares

Réserve Tonton, une aire protégée du Ghana – Novembre 2017 et Novembre 2018. Mise en évidence d'un déboisement apparemment lié à la culture du cacao.

NOUVELLES PERTES DU COUVERT FORESTIER DANS LA RÉGION DU CACAO AU SUD-OUEST DU GHANA EN 2018.



Arbre ancien abattu dans une forêt près d'Akyem Judso, face à l'empiètement du cacao

Autre géant de la forêt abattu, photographié lors de la même visite de terrain

CÔTE D'IVOIRE : DES MESURES IMPORTANTES, MAIS DES PROMESSES NON TENUES

En Côte d'Ivoire, la déforestation pour le cacao dans les parcs nationaux, les aires protégées et les autres forêts atteint toujours un niveau critique et met en danger les derniers refuges des éléphants de forêts et chimpanzés du pays. Le patrimoine naturel du pays a été dévasté. Mais la menace que représente cette déforestation pour les populations humaines est toute aussi importante. Après des décennies de déforestation en Côte d'Ivoire, il reste si peu de forêt indigène que le pays présente un risque sérieux de réduction spectaculaire et rapide des précipitations nécessaires à l'agriculture et aux communautés locales.

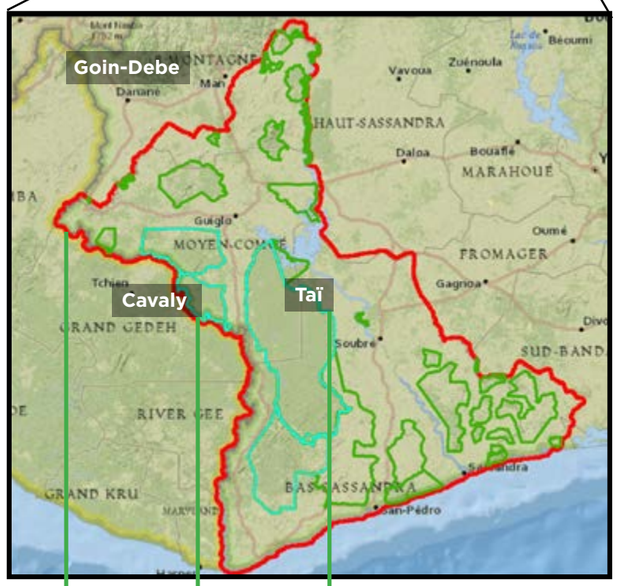
Notre analyse satellite de la région productrice de cacao située au sud-ouest a révélé que d'importants défrichages sont en cours. Entre novembre 2017, au moment où l'Initiative Cacao et Forêts a été lancée, et septembre 2018, nous avons enregistré une déforestation d'un total d'environ 13 748 hectares — rien que dans la région sud-ouest — y compris à l'intérieur de certains parcs nationaux et aires protégées. Entre novembre 2016 et novembre 2017, dans cette même région, la déforestation représentait 14 827 ha, ce qui signifie que depuis l'Initiative Cacao et Forêts, la destruction des forêts n'a presque pas diminué.

L'équipe de terrain de Mighty Earth s'est rendue dans quelques forêts protégées qu'elle avait inspectées lors de son enquête précédente.

Le cœur de la production de cacao en Côte d'Ivoire

En s'appuyant sur les données fournies par l'outil IMAGES, cette carte permet de connaître le pourcentage actuel de forêt dense restante pour chaque aire protégée.

Carte et agrandissement des parcs et aires protégées, signalés par des bulles vertes.



Forêts protégées

23914 ha	23914 ha	23914 ha
18%	74%	97%

Pourcentage de forêts denses*

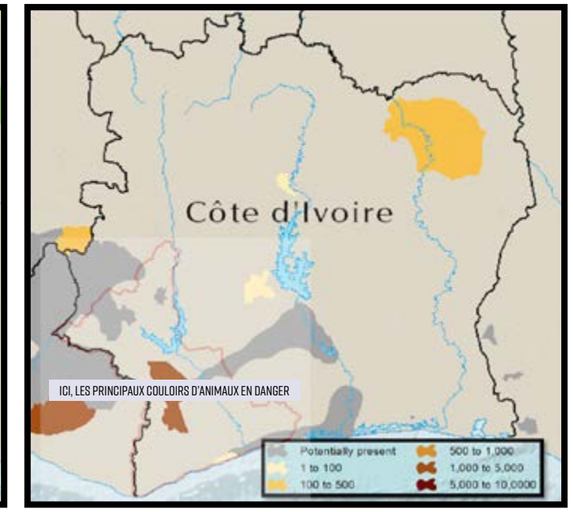
***Forêt dense: couvert forestier > 70 %**

Entourés en turquoise, les parcs et les aires protégées où nous avons décidé d'envoyer notre équipe de terrain mener son enquête. Il s'agit d'endroits clés pour la biodiversité, pour le captage et la séquestration du dioxyde de carbone (qui est essentiel pour atténuer le réchauffement climatique) et pour la prévention de l'érosion des sols. Nous les avions déjà visités lors de notre enquête précédente. Là, nous avons pu observer comment les choses ont évolué depuis notre dernier rapport, et pu vérifier si les promesses faites par la filière cacao et le gouvernement lors de la COP de novembre 2017 à Bonn ont été tenues.

Ces cartes mentionnent les parcelles où la biodiversité demeure – les derniers endroits précieux que nous avons le plus besoin de protéger. Les parcelles indiquées sur la carte de gauche représentent l'habitat des éléphants, et sur la carte de droite celui des chimpanzés

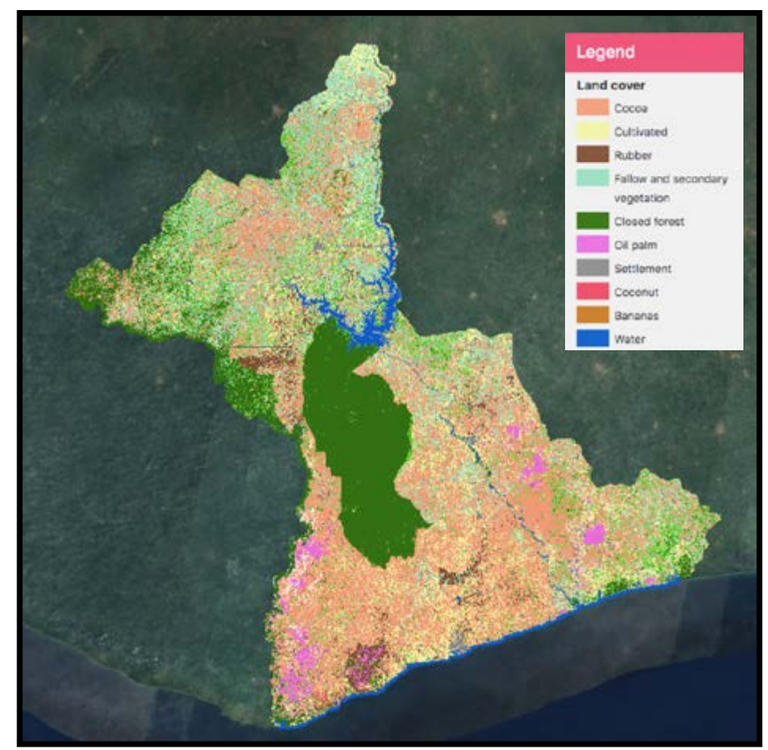
Répartition de l'éléphant d'Afrique *(Loxodonta Africana)*

Répartition des chimpanzés verus *(Pan troglodytes verus)*



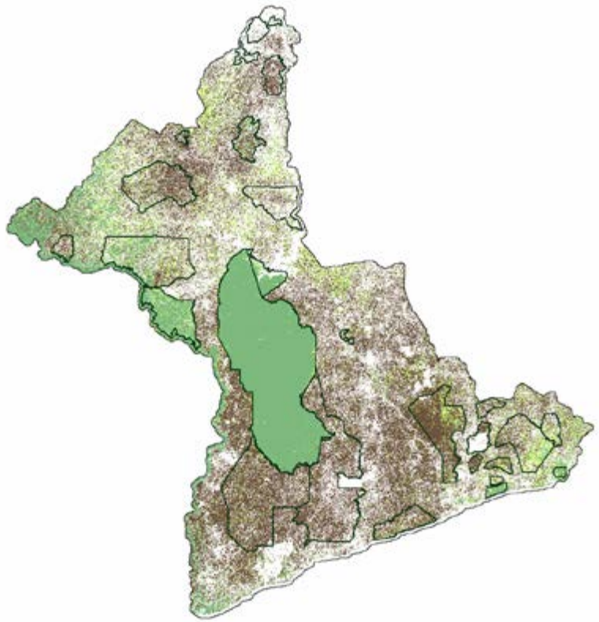
Source: https://eros.usgs.gov/westafrica/biodiversity-protected-areas, World Database on Protected Areas (WDPA) (IUCN and UNEP-WCMC, 2016)

En visualisant notre zone d'intérêt grâce à l'outil IMAGES, nous pouvons situer les plantations de cacao, en orange clair. Les dernières forêts apparaissent en vert, et les autres cultures sont indiquées par des couleurs différentes.



PRESSION EXERCÉE SUR LES FORÊTS PAR LE CACAO.

Ici, l'outil IMAGES indique en marron les endroits où le cacao a été cultivé en 2018. Les dernières forêts apparaissent en vert.



Forêt dense

Forêt dégradée

Cacao

Avant d'envoyer notre équipe de terrain mener son enquête dans trois endroits, Goin-Débé, Cavally et Taï, nous avons examiné le pourcentage actuel de forêt restante.

LULC/Forest	GOIN-DEBE	CAVALY	TAI
Cacao	26.60	3.65	0.87
Forêt fermée	18.47	73.52	97.47
Forêt ouverte	20.33	14.90	1.34
Autres	34.60	7.93	0.32

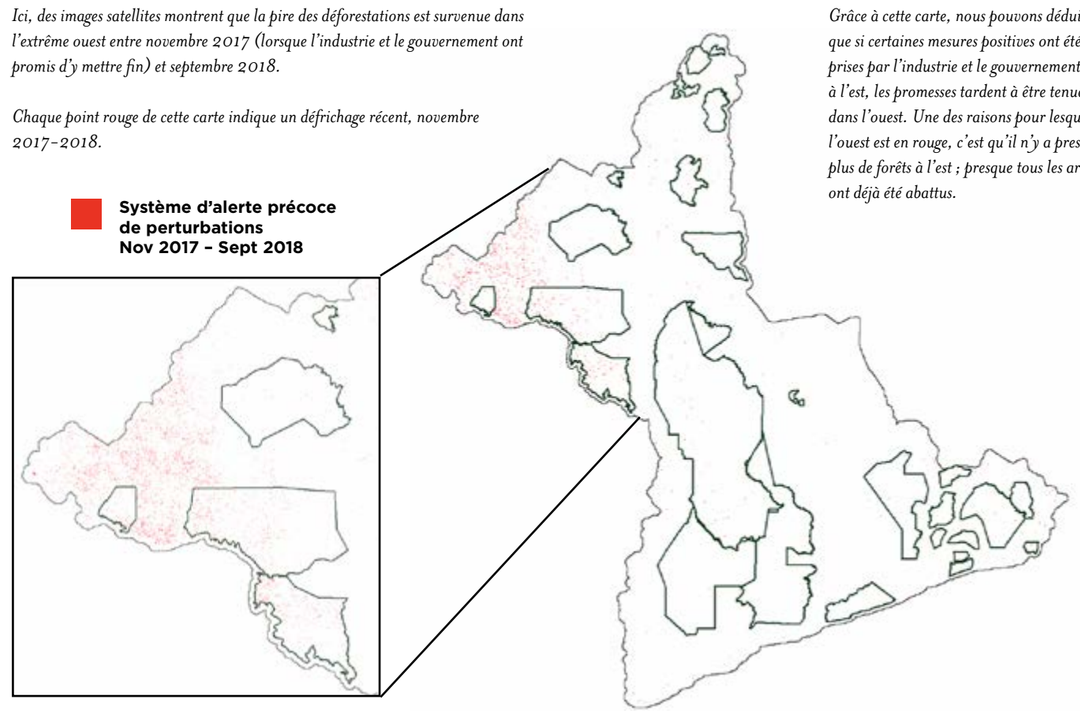
Garde forestier debout devant du cacao illégal découvert lors d'une enquête sur le terrain dans une forêt classée

À la recherche de cacao illégal avec un garde forestier

Ici, des images satellites montrent que la pire des déforestations est survenue dans l'extrême ouest entre novembre 2017 (lorsque l'industrie et le gouvernement ont promis d'y mettre fin) et septembre 2018.

Chaque point rouge de cette carte indique un défrichage récent, novembre 2017-2018.

Grâce à cette carte, nous pouvons déduire que si certaines mesures positives ont été prises par l'industrie et le gouvernement plus à l'est, les promesses tardent à être tenues dans l'ouest. Une des raisons pour lesquelles l'ouest est en rouge, c'est qu'il n'y a presque plus de forêts à l'est ; presque tous les arbres ont déjà été abattus.

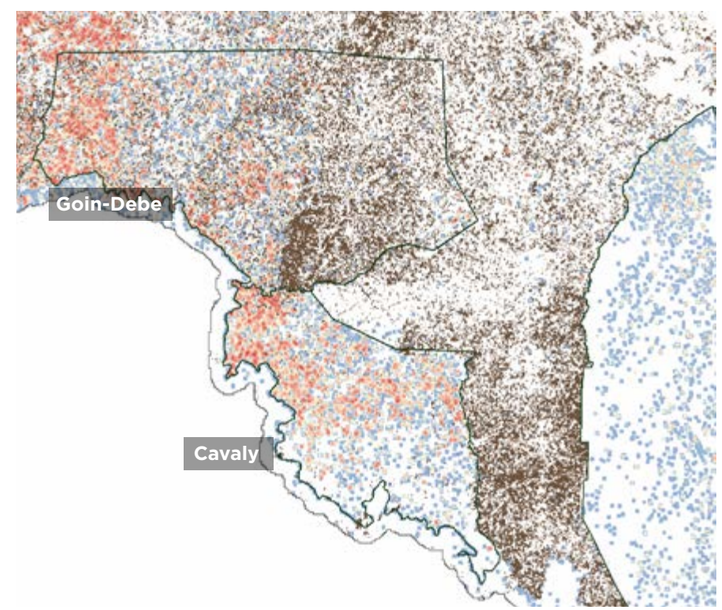


Cultures de cacao *(en marron)* près de zones de déforestation *(en rouge)*

En agrandissant davantage les images satellites de la déforestation prises entre novembre 2017 et septembre 2018, nous pouvons superposer les zones où de nouvelles destructions de forêt (de rouge à bleu) on été constatées et où les exploitations de cacao foisonnent (marron).

Nous nous sommes doutés que lorsqu'un nouveau défrichage avait lieu juste à côté – et était entouré – de ces exploitations, il annonçait probablement de nouvelles cultures de cacao.

En octobre 2018, nous avons dépêché notre équipe pour enquêter sur le terrain.



ENQUÊTE DE TERRAIN 1 : « FORÊTS CLASSÉES » ET « FORÊTS RURALES » DE GOIN-DÉBÉ

Dans la forêt classée de Goin-Débé, que nous avons visitée lors de notre enquête de 2017, les choses n'ont pas beaucoup changé.

La déforestation pour le cacao s'est poursuivie et les cultivateurs de cacao des environs ont fait état d'efforts pour abattre des forêts, et donc se soustraire aux exigences de l'Initiative Cacao et Forêts. Ils ont aussi signalé que des familles s'échangeaient des terres pour faire davantage de place au cacao. Une forêt a été défrichée et plantée de cacaoyers deux jours avant l'arrivée de notre équipe — précisément à l'endroit où nous avions enquêté il y a moins d'un an.

Au sud de Bloléquin, nous avons pu témoigner du défrichage récent de près de quatre hectares, et de la présence de jeunes cacaoyers très certainement âgés de moins d'un an, autrement dit plantés après le lancement de l'Initiative Cacao et Forêts. Sur la plantation, au beau milieu d'une forêt dense, nous sommes tombés sur des cacaoyers plus jeunes encore, plantés au cours de ces derniers mois. Sur un autre site défriché, de jeunes plants de cacaoyers étaient disséminés sur des rebuts de défrichage : des troncs d'arbres abattus et brûlés.

Un peu plus loin, notre équipe a rencontré un homme en train de défricher la forêt avec une machette. Ce cultivateur qui travaillait pour un « propriétaire terrien » Guéré, a expliqué qu'il allait planter des cacaoyers le lendemain et a évoqué des projets d'extension de la plantation un peu plus loin dans la forêt. Comme tant d'autres cultivateurs interrogés, il n'avait jamais entendu parler des nouvelles restrictions sur la déforestation au profit du cacao.

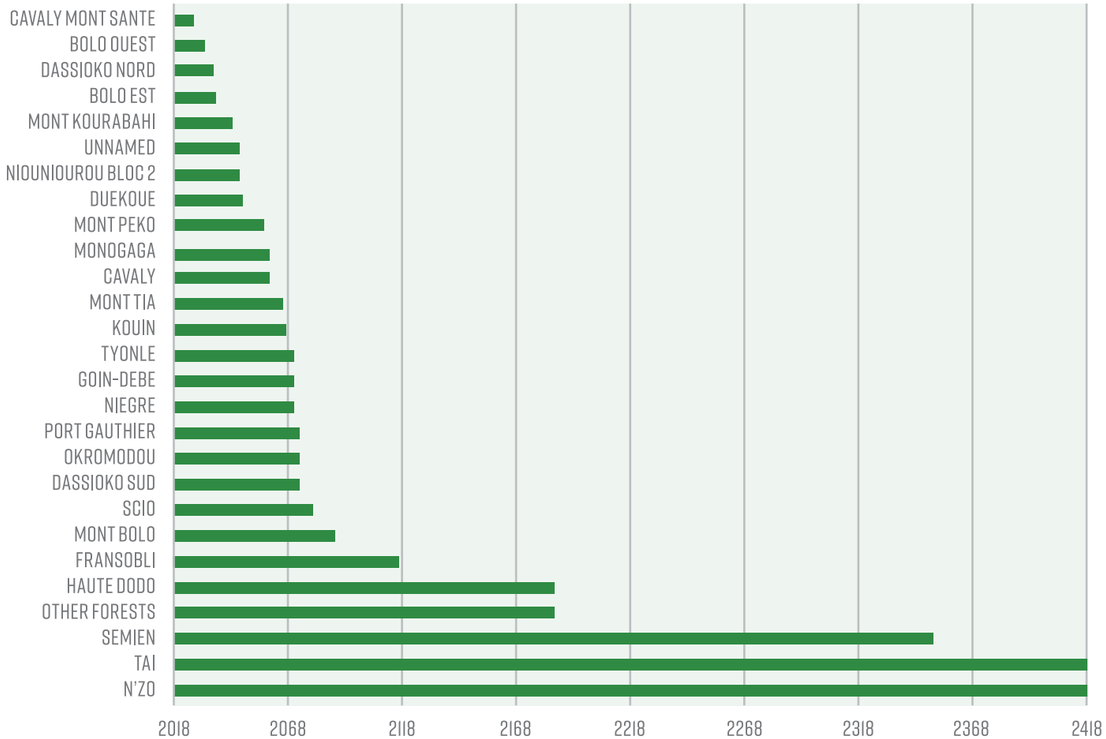
La déforestation des forêts rurales du Goin-Débé, supervisée par le Ministère ivoirien des eaux et des forêts (MINEF) a même surpassé celle de la forêt classée de Goin-Débé, gérée par la Société de développement des forêts (SODEFOR). Tous les cultivateurs interrogés avaient l'intention d'étendre leurs exploitations plus loin dans les forêts au cours de l'année prochaine.

Très jeunes pousses de cacao sur des terres récemment déboisées, malgré les promesses de l'industrie et du gouvernement

Préparation des sacs de cacao dans une coopérative

Une exploitation illégale de cacao dans une forêt classée, toujours florissante malgré les promesses de l'industrie ; le cacao se trouve juste à côté d'un vieil arbre géant abattu

ESPÉRANCE DE VIE DES FORÊTS



« Dates d'extinction » des forêts ivoiriennes. Certaines aires protégées sont sur le point de disparaître dans les dix prochaines années. Ces forêts se situent principalement dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, dans la région où le cacao est cultivé. Ce graphique indique quand chaque forêt disparaîtra, si la déforestation se poursuit au même rythme que sur la période s'étendant de novembre 2017 à septembre 2018. On estime que Goin-Débé et Moyen Cavally disparaîtront dans cinquante ans environ, si le statu quo persiste.

ENQUÊTE DE TERRAIN 2 : RÉSERVE FORESTIÈRE DE CAVALLY

(ACCOMPAGNÉS PAR LES GARDES FORESTIERS DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES FORÊTS SODEFOR)

Dans la réserve forestière de Cavally, notre équipe s'est aventurée dans une forêt dense et intacte, au son des machettes des gardes forestiers de la SODEFOR qui dégageaient notre chemin. Au bout de 30 minutes, le couvert forestier a commencé à s'éclaircir et des cacaoyers ont fait leur apparition. Certains étaient âgés d'un an ou moins, indiquant qu'ils avaient probablement été plantés après l'Initiative Cacao et Forêts inaugurée en novembre 2017 à l'occasion de la COP de Bonn.

Au milieu d'un groupe de huttes bâties illégalement dans la forêt, se trouvaient des cabosses entassées et des sacs pour les emballer. Alors que notre équipe approchait, les cultivateurs se sont enfuis. Mais personne de la SODEFOR n'eut l'air surpris de trouver un campement illégal dans la forêt de Cavally, malgré leurs affirmations antérieures selon lesquelles il n'y en avait plus dans l'aire protégée.

En poursuivant son inspection d'autres points chauds identifiés sur les images satellites, notre équipe a découvert des forêts éclaircies à la hache et des traces de brûlures causées par des incendies destinés à détruire des arbres plus vieux et plus gros, là où les agriculteurs poursuivaient le développement de leurs plantations de cacao.

Les gardes forestiers qui accompagnaient notre équipe ont rapporté que lorsque la SODEFOR constatait une destruction illégale de forêts comme celle-ci, elle enregistrait les coordonnées GPS, photographiait les lieux et adressait un rapport au siège de la SODEFOR à Abidjan, mais ne prenait ces mesures que si Abidjan les lui ordonnait et allouait des ressources suffisantes à son personnel sous-payé. Afin de générer des revenus pour ces activités, la SODEFOR ouvre souvent des parcelles de forêt à l'exploitation forestière.

Le bureau local de la SODEFOR ne disposait que d'un seul GPS, fourni par la Wild Chimpanzee Foundation. L'équipe locale a rapporté à Mighty Earth que les quartiers généraux de la SODEFOR à Abidjan n'avaient jamais partagé le nouveau système de surveillance par satellite acheté par le gouvernement, ou ne les avaient pas formés à son utilisation. Le personnel de la SODEFOR a également fait part à Mighty Earth que les images satellites relatives à la déforestation ne les intéressaient pas.

Toute cette déforestation ne profite guère aux communautés locales. Une famille nous a confié que leurs enfants travaillaient avec les parents et n'étaient jamais allés à l'école. En règle générale, seuls 6,6 % de la valeur d'une tablette de chocolat vendue en Europe ou aux États-Unis vont aux cultivateurs de cacao : le reste revient presque entièrement aux grands négociants de cacao, aux chocolatiers et aux détaillants.

Après la communication aux autorités de ces premières constatations sur le terrain et avant la publication du présent rapport, une enquête de suivi sur le terrain a révélé que les agents de la SODEFOR avaient agi sur la base des preuves recueillies avec l'équipe de terrain de Mighty Earth, et avaient détruit environ 15 ha de plantations illégales, entrainant l'abandon d'une exploitation illégale de cacao. Des mesures positives ont donc été prises par la SODEFOR. Malheureusement, la visite de contrôle a également permis de découvrir que d'autres plantations de cacao âgées de moins d'un an à trois-quatre ans, s'étaient développées à moins de 1,5 km des plantations récemment détruites — elles étaient intactes et la SODEFOR les a laissées se développer.

Résultat : la déforestation en faveur du cacao de la réserve forestière de Cavally s'est donc poursuivie, encouragée par l'inaction de la SODEFOR ou de la filière cacao.

Cacao illégal trouvé à l'intérieur d'une forêt classée

Une jeune famille dans leur nouvelle plantation de cacao fraichement déboisée près de Blolequin. Les enfants travaillent dans les champs de cacao et ne sont jamais allés à l'école

Garde forestier debout a cote de cacao illégal découvert dans une zone protégée

ENQUÊTE DE TERRAIN 3 : PARC NATIONAL DE TAÏ, ACCOMPAGNÉS PAR L'OFFICE IVOIRIEN DES PARCS ET RÉSERVES (OIPR) ET LE MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT

L'enquête de terrain de Mighty Earth menée dans le Parc national de Taï démontre qu'il existe des endroits en Côte d'Ivoire où les forêts sont protégées avec succès.

Malgré la présence de villages comportant des exploitations de cacao et de caoutchouc autour du parc, qui créent potentiellement une pression importante pour l'expansion des cultures dans les aires protégées, notre équipe n'a pas constaté de présence humaine ni de défrichages à l'intérieur du parc. Le Parc national de Taï est un modèle de protection des forêts dans un paysage de plantations de cacaoyers. Les autorités ivoiriennes comme la filière cacao doivent déployer les ressources et les personnes nécessaires pour reproduire ce modèle ailleurs, avant le prochain pic probable de déforestation prévu pour janvier prochain.

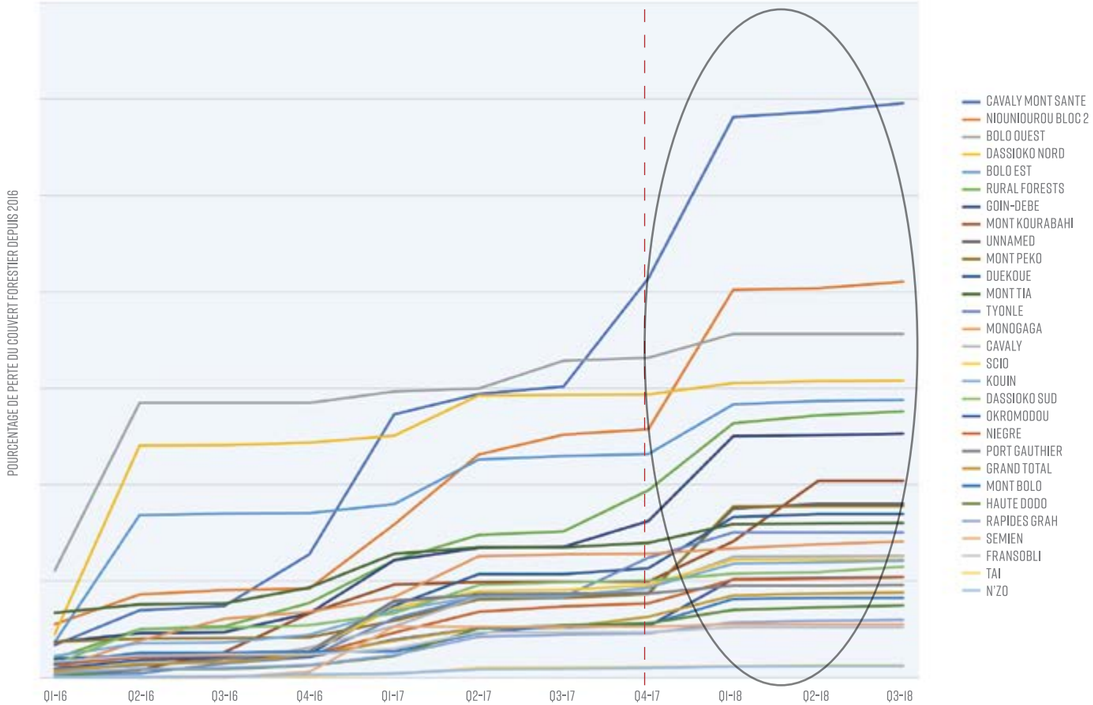
Si le personnel de l'OIPR et celui de la SODEFOR reçoivent la même formation, le personnel de l'OIPR semble plus compétent techniquement en cartographie que celui de la SODEFOR et, contrairement aux quartiers généraux de la SODEFOR, ceux de l'OIPR étaient disposés à déployer davantage de surveillance par satellite. En outre, les agents de l'OIPR, équipés de pistolets classiques, étaient perçus comme moins militarisés que leurs homologues de la SODEFOR armés de mitraillettes. L'équipe locale de l'OIPR a expliqué avoir entrepris de vastes opérations de maintien de l'ordre et sensibilisé la population en organisant des ateliers dans les villages voisins.

Malgré le manque de ressources à disposition, la gestion du Parc national de Taï par l'OIPR est un modèle qui devrait être reproduit dans d'autres parcs nationaux fragilisés comme ceux du mont Péko et de la Marahoué, qui ont été pour une grande part déboisés en faveur du cacao.

Le parc national de Taï, joyau de la biodiversité en Côte d'Ivoire, abrite encore de nombreux chimpanzés et bien d'autres animaux, dont certains des derniers éléphants de forêt du pays. Comme il s'agit d'un des rares endroits où vivent des populations potentiellement viables de chimpanzés et d'éléphants, le déploiement d'une reforestation rapide entre Taï et les forêts avoisinantes du Libéria pour créer un corridor pour les animaux s'avère d'autant crucial, tout comme l'arrêt immédiat des défrichages entre le parc de Taï et le Liberia.

Colobus d'olive près de la frontière ouest du parc national de Taï en Côte d'Ivoire © Scott McGraw

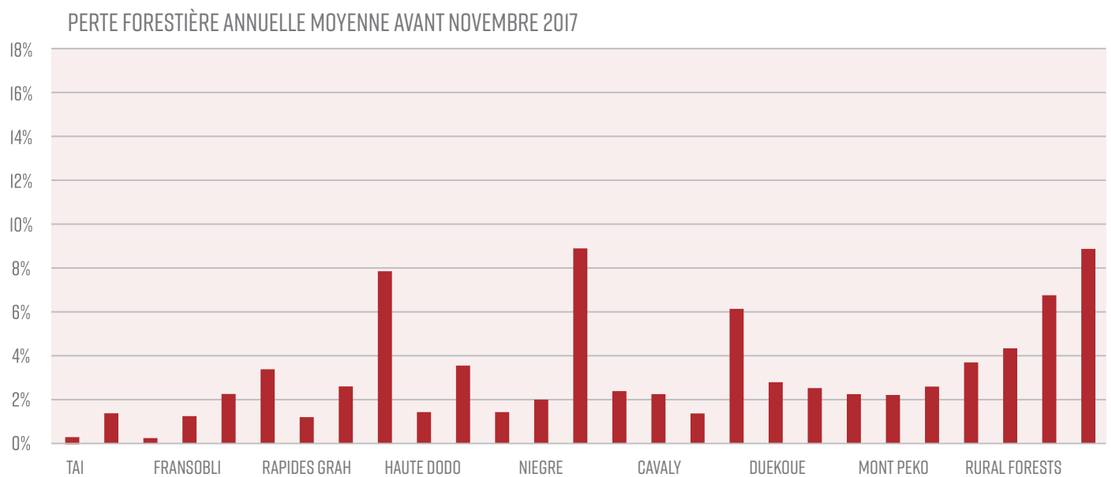
PERTE DU COUVERT FORESTIER DEPUIS 2016.
CERCLÉE, LA PERTE DU COUVERT FORESTIER APRÈS NOVEMBRE 2017



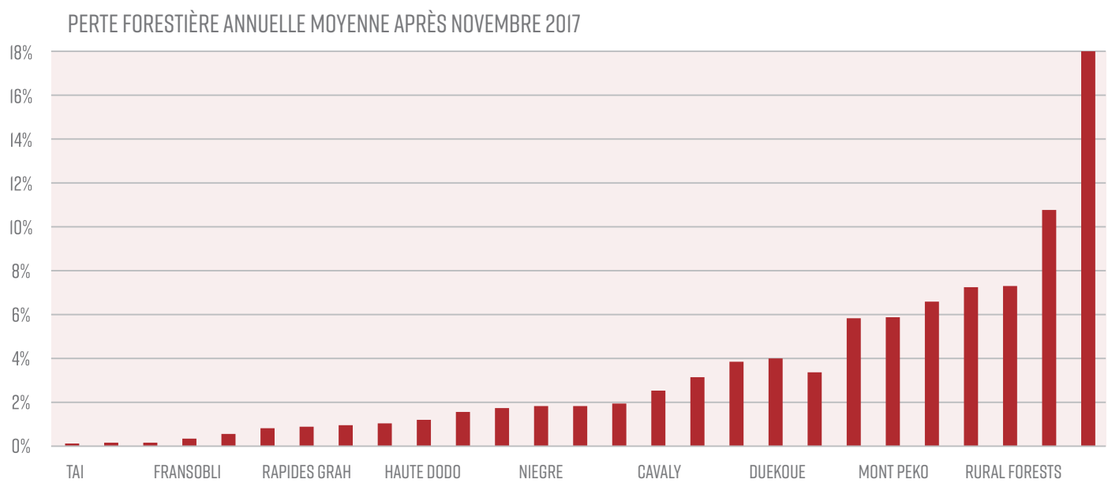
Ce graphique indique pour chaque parc, l'augmentation de la perte du couvert forestier après novembre 2017, en particulier pour 10 aires protégées particulièrement mal gérées.

La pire perte a été enregistrée à Cavally Mont Sainte. (différent de Cavally)

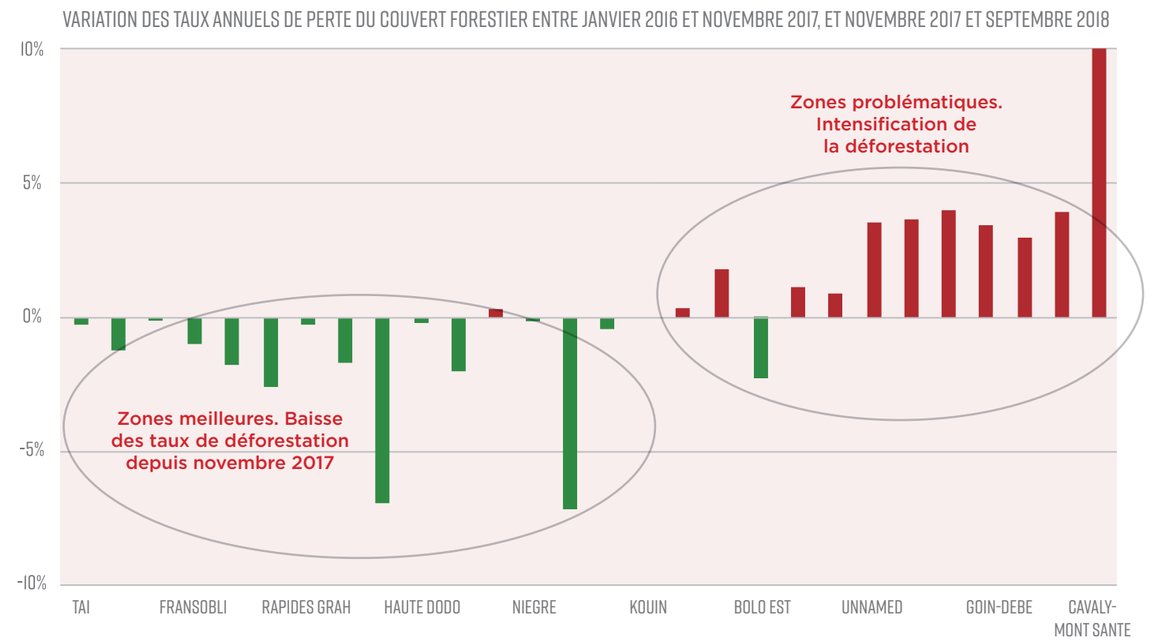
COMPARAISON DES TAUX ANNUELS DE DÉFORESTATION : DES CHANGEMENTS ? AVANT



COMPARAISON DES TAUX ANNUELS DE DÉFORESTATION : DES CHANGEMENTS ? APRÈS



VOYEZ LA DIFFÉRENCE



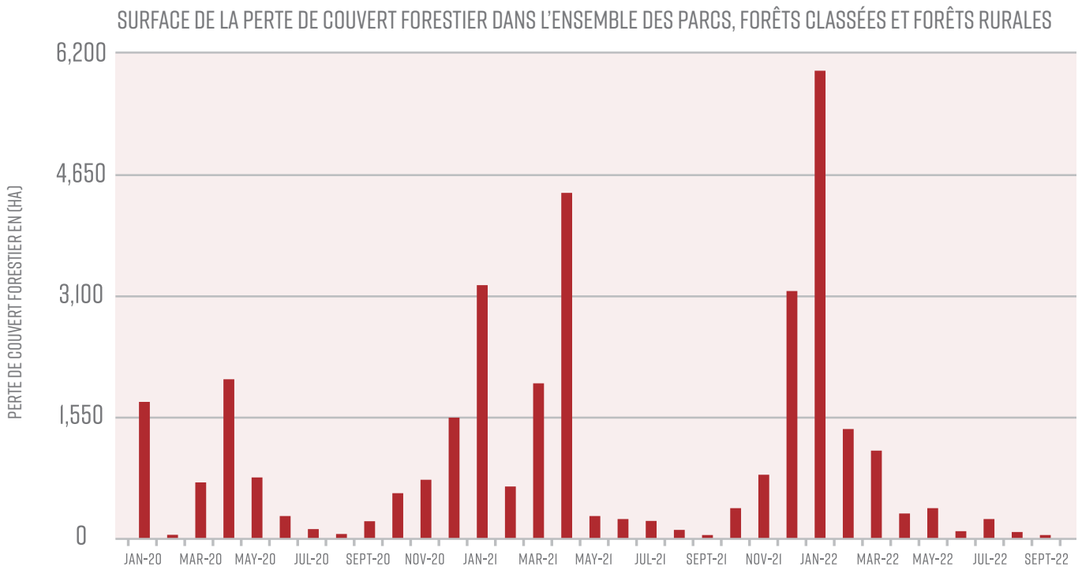
EN CHIFFRES, LA DIFFÉRENCE ENTRE LES AIRES PROTÉGÉES

	Taux moyen de déforestation Nov 2016 - Nov 2017	Taux moyen de déforestation Nov 2017 - Sep 2018	Différence
TAI	0.27%	0.12%	**0.15%**
SEMIEN	1.38%	0.16%	**1.23%**
N'ZO	0.24%	0.15%	**0.09%**
FRANSOBLI	1.23%	0.32%	**0.92%**
PORT GAUTHIER	2.29%	0.56%	**1.73%**
MONOGAGA	3.39%	0.82%	**2.57%**
RAPIDES GRAH	1.18%	0.90%	**0.28%**
DASSIOKO SUD	2.63%	0.94%	**1.69%**
DASSIOKO NORD	7.93%	1.02%	**6.91%**
HAUTE DODO	1.44%	1.23%	**0.21%**
MONT TIA	3.59%	1.57%	**2.03%**
MONT BOLO	1.43%	1.75%	**-0.32%**
NIEGRE	1.97%	1.81%	**0.15%**
BOLO OUEST	8.99%	1.85%	**7.14%**
SCIO	2.41%	1.96%	**0.46%**
KOUIN	2.24%	2.24%	**0.00%**
CAVALY	2.25%	2.55%	**-0.29%**
OKROMODOU	1.38%	3.17%	**-1.79%**
BOLO EST	6.19%	3.87%	**2.32%**
DUEKOUE	2.82%	3.97%	**-1.15%**
TYONLE	2.56%	3.37%	**-0.80%**
UNNAMED	2.30%	5.84%	**-3.55%**
MONT PEKO	2.21%	5.86%	**-3.65%**
MONT KOURABAHI	2.62%	6.60%	**-3.98%**
GOIN-DEBE	3.74%	7.22%	**-3.48%**
RURAL FORESTS	4.36%	7.30%	**-2.94%**
NIOUNIOUROU BLOC 2	6.80%	10.75%	**-3.94%**
CAVALY MONT SANTE	8.93%	18.91%	**-9.98%**

PIC SAISONNIER DANGEREUX

Ce graphique représente la perte du couvert forestier dans l'ensemble du sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Il met en évidence une tendance observée de façon chronique, à savoir que les défrichages sont plus intenses chaque année entre janvier et avril. Il montre aussi que les services forestiers devraient mieux cibler leurs efforts pour lutter contre la déforestation. Il n'est guère nécessaire de déployer de grandes équipes pendant la saison des pluies, car peu de défrichages ont lieu à ce moment-là. Les autorités feraient mieux de concentrer leurs efforts pendant les périodes de l'année à haut risque, comme le confirme l'outil IMAGES sur une base récurrente.

Ce tableau nous adresse aussi un signal urgent : la Côte d'Ivoire et le Ghana doivent mettre en place des mécanismes conjoints de surveillance de la déforestation liée au cacao avant que ne démarre la prochaine "saison dangereuse" en janvier prochain. Il n'y a plus de temps à perdre.



Forêt récemment détruite par un planteur pour cultiver du cacao, près de Blolequin

CONCLUSION

Dans l'ensemble, plus de la moitié des aires protégées que nous avons inspectées en Côte d'Ivoire ont connu un accroissement du taux de déforestation depuis l'annonce de l'Initiative Cacao et Forêts. Cette déforestation viole le principe le plus fondamental de la filière cacao et des gouvernements : mettre fin à la culture du cacao dans les parcs nationaux comme le Mont Péko.

Les engagements pris pendant la COP de Bonn n'ont clairement pas été tenus. Si rien n'est fait pour inverser la tendance, il n'y aura plus de forêts ni d'animaux. Lorsque le dernier éléphant aura disparu, il ne restera plus que le nom "Côte d'Ivoire", pour nous rappeler que ces majestueux rois de la jungle sillonnaient autrefois ce pays.

Les gouvernements et la filière cacao doivent de toute urgence travailler ensemble pour financer le développement d'une cartographie nationale de la déforestation, afin que cette analyse puisse être menée à grande échelle. Le gouvernement du Ghana devrait collaborer avec le secteur du cacao pour produire des cartes détaillées permettant de déterminer quels produits agricoles sont liés à la destruction des forêts et rendre ces cartes publiques. Une surveillance globale par satellite doit être entreprise conjointement afin d'en partager les coûts, d'en améliorer la qualité et de s'assurer qu'aucune région à risque ne passe au travers des mailles du filet.

Il en va de même pour la surveillance sur le terrain. La Côte d'Ivoire et les autres pays producteurs de cacao comme le Ghana et la Colombie doivent donner l'alerte en cas de déforestation, et notamment pendant le pic saisonnier de déforestation qui démarre en janvier. Il est évidemment du devoir de la filière cacao de soutenir cette surveillance et d'y participer. Les gouvernements ghanéens et ivoiriens et la filière cacao auraient pu avoir accès aux mêmes cartes satellites que Mighty Earth, mais à notre connaissance, ces cartes n'ont pas été utilisées pour mobiliser une répression adéquate.

Certains endroits sont pires que d'autres. Les autorités locales peu performantes devraient être sanctionnées et celles qui réussissent récompensées.

Le défrichage des forêts et la plantation de nouveaux cacaoyers est financée par la vente des fruits d'arbres déjà implantés. Les personnes qui ont été surprises par notre équipe en train de couper des forêts et de planter de nouveaux cacaoyers, vendaient déjà du cacao d'arbres matures poussant ailleurs. Évidemment, les cacaoyers plantés après novembre 2017 ne donnaient pas encore de cabosses. Mais refuser d'acheter du cacao cultivé sur des terres récemment défrichées ne suffit pas. Les entreprises doivent aussi refuser d'acheter du cacao aux cultivateurs engagés dans des pratiques de déforestation. Les entreprises qui achètent ce cacao sont responsables de la conduite et du financement de cette déforestation récente. Elle doivent prendre des mesures urgentes pour assainir leur chaîne d'approvisionnement.

Étant donné que les opérateurs illégaux de cacao refusent, bien évidemment, de divulguer le nom de leurs clients, il incombe au secteur de créer et de garantir cette transparence. Tous les supermarchés et les fabricants devraient rendre public les noms de leurs négociants en cacao. Afin d'éviter de nouvelles destructions, tous les négociants doivent à leur tour rendre publics les noms des intermédiaires et des coopératives auprès desquels ils achètent leurs produits ainsi que leur adresse. Cette pratique est courante pour le secteur de l'huile de palme qui publie l'emplacement de ses pressoirs et elle a fait ses preuves.

En rendant leurs sources publiques et en mettant en place d'autres programmes de transparence ou de traçabilité, tels que le paiement des cultivateurs par téléphone portable, l'industrie peut assainir sa chaîne d'approvisionnement et permettre à l'ensemble des acteurs de mettre fin une fois pour toutes à la déforestation pour le cacao.

RECOMMANDATIONS

- Cartographie : suivi conjoint par satellite de la déforestation, DÈS MAINTENANT, avec les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Ghana et le secteur privé travaillant ensemble pour améliorer la qualité du suivi et réduire les coûts ; la société civile doit être partie prenante. Une taxe à l'exportation du cacao inférieure à 5 % (ad valorem, mais fixée au $/tonne de manière fixe) pourrait être un moyen de financer les organismes chargés du contrôle et de l'application de l'initiative. Elle pourrait permettre aussi la mise en place d'accords de licences pour les chaînes d'approvisionnement.
- Enquêtes de terrain : une surveillance régulière et rigoureuse sur le terrain dans les points chauds, financée par le gouvernement et le secteur privé, afin d'identifier les acheteurs et les vendeurs de cacao de déforestation et les exclure des chaînes d'approvisionnement. Pour remédier aux insuffisances actuelles en matière de gouvernance, de suivi et d'application de l'initiative, les autorités doivent publier des des indicateurs clés de performance (ICP) pertinents et faire un rapport les concernant.
- Des chaînes d'approvisionnement propres : toutes les entreprises qui se sont engagées à éradiquer la déforestation devraient tenir leurs promesses et suspendre, voire exclure les fournisseurs qui se livrent à de nouvelles déforestations pour le cacao depuis novembre 2017, en Côte d'Ivoire et partout dans le monde.
- Traçabilité et transparence de l'entreprise : tous les supermarchés et les chocolatiers devraient publier les noms des négociants auprès desquels ils s'approvisionnent en cacao dans le monde ; tous les négociants devraient immédiatement rendre publics les noms des intermédiaires et des coopératives auprès desquels ils achètent du cacao et, dès que possible, établir une traçabilité à 100 % jusqu'à l'exploitation ; le secteur devrait déployer les paiements aux agriculteurs par téléphone portable lorsque cela est possible et avantageux pour eux, pour améliorer la traçabilité de la filière cacao et obtenir une transparence de la chaîne jusqu'au niveau des exploitations.
- Responsabilisation des acteurs gouvernementaux : des prix devraient être décernés aux agents locaux des services forestiers les plus performants dans des endroits comme Taï, Dassioko Nord ou Bolo Ouest où la tendance s'inverse en matière de déforestation, tandis que les agents les moins performants comme au Mont Péko, à Cavally et Goin-Débé devraient subir les conséquences de leurs actions. Les salaires et les conditions de travail des agents de terrain de la SODEFOR et de l'OIPR pourraient être améliorés — parallèlement à une surveillance accrue de ces agents sur le terrain, avec autant que possible des ONG indépendantes associées aux enquêtes de terrain. Des enquêtes de terrains supplémentaires sont nécessaires. Les agents de terrain de la SODEFOR et de l'OIPR doivent s'impliquer au sein des communautés et les sensibiliser à la protection des forêts. Pour remédier au manque de traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement, à la fraude et à l'approvisionnement auprès de sources illégales, les autorités pourraient instituer l'octroi de licences aux producteurs et l'enregistrement des acheteurs.
- Éducation des cultivateurs : les gouvernements producteurs de cacao et le secteur privé devraient unir leurs forces pour mener une vaste campagne de sensibilisation à la nécessité de mettre fin à la déforestation pour le cacao, par le biais de la radio publique, de la télévision, d'un travail d'information au sein des communautés et par tout autre moyen.
- La « déforestation zéro » devrait être mondiale : toutes les entreprises, y compris les retardataires comme Mondelez et SucDen, doivent s'engager dès maintenant en faveur d'un cacao sans déforestation au niveau mondial, et pas seulement en Afrique de l'Ouest, puisque le Ghana et la Côte d'Ivoire ont déjà perdu presque toutes leurs forêts alors que des États pionniers comme le Cameroun, le Brésil ou d'autres pays amazoniens possèdent encore de grandes forêts vulnérables.
- Passer à l'agroforesterie : toutes les entreprises, y compris les retardataires en matière d'agroforesterie comme Nestlé et Unilever, doivent s'engager à délaisser les monocultures en plein soleil pour du cacao cultivé sous couvert forestier, respectueux des forêts, et ce dans le monde entier, afin de reverdir le secteur et de réparer certains dommages. Des objectifs nationaux clairs et à long terme sont nécessaire en matière de populations animales durables. Ces objectifs limiteraient la perte forestière et clarifieraient le rôle de l'agroforesterie.
- Restauration des forêts : indépendamment des actions énoncées ci-dessus, la filière cacao et les chocolatiers devraient mettre en commun leurs ressources avec des donateurs pour aider les gouvernements producteurs à restaurer les forêts du monde endommagées à cause du cacao. En Côte d'Ivoire, les 15 meilleures « forêts classées » (aires protégées) devraient être converties en parcs nationaux pour une protection renforcée, avec l'élaboration d'un plan spécifique pour sauver chacune d'entre elles.

Jeunes pousses de cacao parmi des arbres morts

Terres nouvellement déboisées près de Blolequin

SOURCES ET NOTES DE BAS DE PAGE

Source pour la carte de la diapositive 10 (c.-à-d. les cartes sur la biodiversité) : « World Database on Protected Areas (WDPA) (IUCN and UNEP-WCMC, 2016), Lien: https://eros.usgs.gov/westafrica/biodiversity-protected-areas »

Source pour les cartes des diapositives 1,2 et 3 (c.-à-d. les cartes du Ghana) : « MapHubs pour Mighty Earth, Côte d'Ivoire, 2018 »

Source pour les cartes des diapositives 9/11/12/13/14 (c.-à-d. toutes les autres cartes) : « IMAGES, la plate-forme d'alerte rapide et de données spatiales sur les forêts du Ministère du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire. IMAGES, a été fournie par Vivid Economics Ltd avec RSAC Ltd et financée par le programme de partenariat international de l'Agence spatiale du Royaume-Uni. Lien : https://images-beta.vivid-earth.com »

COPYRIGHT POUR LES IMAGES : © Mighty Earth, Côte d'Ivoire, 2018
[pour des raisons de sécurité, le photographe souhaite conserver l'anonymat]

SI RIEN N'EST FAIT...

© Fondation des chimpanzés sauvages. Un bébé chimpanzé s'accroche à sa mère lors d'une promenade dans la forêt